

Répétons ensemble: "Nous vivons en démocratie"

À force de répéter que nous vivons en démocratie, nous risquons d'oublier la vraie signification de ce mot. Les États-Unis, puissance dominante du monde occidental, serait la référence ou le modèle d'une démocratie avancée. Sa force économique, politique et militaire serait le résultat d'un élan démocratique amenant une grande partie de la population à s'engager à fond dans le développement.

Dans la base de Guantanamo, sont emprisonnés des suspects interdits d'avocats, de jugement équitable, dans des conditions épouvantables. Après plusieurs années de ce régime sans doute démocratique, l'un ou l'autre libéré, innocenté nous apprend ce qui s'y passe. Les autres puissances occidentales ne protestent pas, ou à peine, estimant que le respect de la démocratie ne vaut pas une crise avec les États-Unis.

La préparation de la guerre contre l'Irak a consisté en un montage de mensonges savamment orchestrés avec la grande presse américaine. Les intérêts en jeu étaient à peine camouflés, juste assez pour obtenir l'adhésion de la population américaine, sans le moindre souci de l'hostilité de l'immense majorité du monde. La réaction des dirigeants européens a été modérée, sans prise de risque: l'Irak ne méritait pas non plus une crise. Même le candidat démocrate Kerry n'envisage nullement de reconnaître les erreurs commises et d'abandonner le conflit. D'autres agressions sont en préparation: la Syrie sera-t-elle la prochaine cible ? Les journaux américains ont eu, semble-t-il, le grand mérite d'avouer qu'ils avaient trompé les lecteurs en soutenant la campagne de désinformation de Bush. À votre avis, dénonceront-ils le rôle de leurs dirigeants dans le monde ? Peu après leur aveu, ils ont eu l'occasion de se racheter en partie à l'occasion du référendum au Venezuela. Comme par hasard, les États-Unis ont soutenu à fond l'opposition, c'est-à-dire les pétroliers et les autres privilégiés avides de récupérer leurs profits aux dépens d'une population misérable. Même après que les observateurs internationaux ont reconnu que l'élection s'était déroulée normalement, l'opposition a provoqué des affrontements et s'est répandue en calomnies, forte du soutien de leur allié américain.

L'autre cliché insupportable concerne l'Inde, soi-disant "la plus grande démocratie du monde", qu'on oppose à la Chine avec "le massacre de la place Tien An-mien". Ces deux "évidences" sont répétées à satiété sans la moindre restriction. L'Inde serait une démocratie, parce qu'il existe un système de partis et d'élections. Or, la vie politique en Inde est caractérisée par des massacres, des violences inouïes, des déprédations importantes; la population connaît une misère terrible et comporte des castes maltraitées, au contraire des castes privilégiées (voir extrait de l'intervention d'Arundhati Roy au 4e Forum social international). Depuis que l'Inde s'est accrochée au char des grandes entreprises américaines, elle a gagné son galon de pays démocratique. Il suffirait d'ailleurs à la Chine de rejoindre la grande famille occidentale pour que son image soit radicalement transformée au sein de nos médias, bien sûrs toujours indépendants et objectifs.

Curieuse démocratie où toutes les populations sont à la merci de décisions de quelques potentats américains et alliés. N'importe quel gêneur, comprenez n'importe qui menaçant les intérêts financiers des multinationales, risque d'être éliminé violemment, qu'il soit le principal dirigeant d'un pays ou un simple militant trop remuant. Naturellement, on a le droit de critique... à condition de ne rien déranger, de ne pas représenter un trop grand danger. Comme on pouvait le lire sur une affiche apposée au domicile de Jean Maquet¹, la dictature, c'est "Tais-toi !", et la démocratie; "Cause toujours !".

M.N.
Septembre 2004

¹ Endroit où se tenaient les réunions du comité des Amis de la Paix. C'est l'occasion de se rappeler qu'il y a déjà plus d'un an que Jean nous a quittés.